

"Le Marché commun et l'Angleterre" dans Corriere della Sera (4 décembre 1969)

Légende: Au lendemain du sommet européen de la Haye, le quotidien italien Corriere della Sera analyse la position française en ce qui concerne l'épineuse question de l'adhésion britannique aux Communautés européennes.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 04.12.1969, n° 278; anno 94. Milano: Corriere della Sera. "Il Mec e l'Inghilterra", auteur:Guerriero, Augusto , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_marche_commun_et_l_angleterre_dans_corriere_della_sera_4_decembre_1969-fr-c024bb58-dofb-4e0e-9e21-2b6a229f6264.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le Marché commun et l'Angleterre

L'événement capital de la conférence de La Haye a été le discours prononcé par Pompidou lors de la séance d'ouverture. Et c'est bien naturel. Parce que la France de De Gaulle a bloqué la Communauté européenne pendant dix ans et que, maintenant, l'Europe occidentale est soucieuse de savoir si le successeur du général lui permettra d'aller de l'avant ou a encore l'intention de bloquer les choses.

Le discours a déçu et inquiété les partisans de l'Europe unie. Mais leur pessimisme est peut-être excessif. Ce qu'a dit Pompidou est assez logique, quelles que soient les raisons et les desseins ayant motivé ses propos. Il est de l'intérêt de tous – des Six, comme de Londres – que la Communauté se définisse avant d'admettre l'Angleterre, de sorte que les Six soient parfaitement d'accord entre eux à l'heure de proposer des conditions d'admission et que l'Angleterre connaisse la nature et l'objectif de la Communauté dans laquelle elle prétend entrer.

Prenons l'exemple le plus simple: si la Communauté se donnait une certaine dose de supranationalité, l'Angleterre voudrait-elle encore y entrer? Ou, à l'inverse, conviendrait-il aux Six de renoncer à l'évolution de la Communauté vers la supranationalité afin d'y faire entrer l'Angleterre? Enfin, j'ai le sentiment que le discours de Pompidou ne peut se définir comme un discours anti-européaniste: je dirais plutôt qu'il a placé les exigences de la logique devant l'impatience du militantisme européen exaspéré par dix ans d'arrogance et d'obstruction gaulliennes. Pour bien le juger, il faudrait connaître les véritables intentions de son auteur. C'est certes lui qui a provoqué un retard dans l'ouverture des négociations avec Londres. Mais s'il a insisté sur le «renforcement» préalable de la Communauté uniquement pour des raisons de logique et de clarté, il a rendu un service à la Communauté.

Si, au contraire, il l'a fait dans le dessein de bloquer les choses, c'est-à-dire dans le but de rendre l'entrée de l'Angleterre encore plus difficile que ce qu'elle est, voire impossible, nous nous trouverons alors face à un anti-européanisme français plus subtil et plus perfide que celui de De Gaulle. Pas le veto ronflant et théâtral, pas la politique de la «chaise vide», mais l'impossibilité résultant des faits.

Je crois qu'il pourrait être très instructif de comparer rapidement ce qu'a dit Pompidou à La Haye avec ce qu'avait dit l'*Economist* quelques jours auparavant.

Au Sénat, Schumann avait lancé la formule du «triptyque»: «achèvement», «renforcement», «élargissement». On a beaucoup parlé de l'«achèvement»; l'*Economist* l'entendait au sens que la France veut obtenir un traitement favorable pour l'agriculture. On a également beaucoup parlé de l'«élargissement» – de l'admission de la Grande-Bretagne. On a, en revanche, beaucoup moins parlé du troisième élément. «Renforcement» (ou «approfondissement», ou développement de la Communauté) signifie quel genre de Communauté veut-on faire, où en est-elle et quel est son objectif. «Et c'est ça qui compte.»

L'agriculture française et l'adhésion de la Grande-Bretagne ne sont que des «préliminaires» (au «renforcement», ou «approfondissement», ou développement de la Communauté). Et c'est justement le point de vue des Cinq, très bien défendu par le chancelier Brandt et par le député Rumor à La Haye. Mais voyons si cet ordre de priorité est logique et défendable selon le point de vue adopté par l'*Economist* à propos du «renforcement» ou «approfondissement».

«Les Européens veulent-ils une Europe occidentale intégrée sur le plan économique – c'est ainsi que l'*Economist* définissait «renforcement» ou «approfondissement» – ou une Europe occidentale dont les industries nationales coopèrent lorsque cela leur convient? Une Europe occidentale avec une politique unique ou avec dix politiques? Une Europe occidentale disposée à se défendre elle-même et prête à payer le prix de cette défense ou une Europe occidentale qui compte indéfiniment sur la bonne volonté et les aides des États-Unis? Une Europe occidentale dont les gouvernements nationaux coopèrent et utilisent les institutions de la Communauté comme un secrétariat à leur convenance ou une Europe occidentale dont les gouvernements ont librement transféré certains de leurs pouvoirs à des organismes supranationaux?»

L'*Economist* englobait des questions aussi vitales dans le «renforcement» de la Communauté; il est donc surprenant qu'il considère l'«élargissement» comme un préliminaire au «renforcement». Comment l'Angleterre pourrait-elle décider d'entrer ou non sans savoir à l'avance si la Communauté aura une politique unique ou si elle en aura dix? Si elle veut se défendre ou si elle ne veut pas? Si ses membres devront oui ou non transférer certains pouvoirs à des organismes supranationaux?

Mais le même *Economist* ajoutait que les hommes politiques anglais ne se posaient pas ces questions, car ils les considéraient tellement éloignées du fond du problème que personne ne s'en préoccupait. Vient ensuite la clé de l'argumentaire: «Le pragmatisme incurable de notre race, le réalisme qui, instinctivement, sent que ce qui est continuera à être». En d'autres termes, les Anglais auraient tendance à penser ainsi: «Pour l'heure, nous entrons. Nous penserons aux problèmes concernant le développement de la Communauté et aux difficultés qui pourraient surgir lorsqu'elles surgiront». Pragmatisme incurable (!). On peut toutefois suspecter un calcul plus rusé: «Pour l'heure, nous entrons. Lorsque nous serons dedans, nous chercherons à empêcher que la Communauté ne se développe selon un processus contraire à nos idées» (supranationalité).

Si les Anglais sont atteints d'un «pragmatisme incurable», les Français, à leur tour, souffrent d'excès de logique, de cartésianisme incurable. À La Haye, Pompidou a demandé: «Voulons-nous affaiblir ou renforcer la Communauté? Si nous voulons la renforcer, nous devons d'abord le faire et, ensuite, parler d'«élargissement», «subordonnant les adhésions à des engagements fermes et précis». Incurable excès de logique (!), mais là aussi, comme je l'ai dit plus haut, on peut soupçonner un projet plus rusé: «Renforçons la Communauté de sorte à ce que les Anglais cessent de vouloir y entrer».

Augusto Guerriero